

Les Panaméens en fête après le rejet d'un contrat minier



Par Roberto Morejon

Les Panaméens célèbrent la fermeture prochaine d'une mine appartenant à une société canadienne, qui a fait l'objet de manifestations de colère pendant plusieurs semaines, au point que la Cour suprême a dû intervenir.

Après avoir fait adopter le contrat avec la société minière First Quantum Minerals, le président panaméen Laurentino Cortizo a promis un processus de fermeture de la plus grande mine de cuivre d'Amérique centrale.

Il le fera en conformité avec la décision de la plus haute cour de justice, qui a déclaré l'accord inconstitutionnel.

Il ne s'agit pas d'un accord anodin, puisqu'il prévoyait la concession de l'exploitation pendant 40 ans à une entreprise employant environ 50 000 travailleurs directs et indirects.

À partir de 2019, la mine produira quelque 300 000 tonnes de concentré de cuivre par an, ce qui représente 75 % des exportations panaméennes.

Tout le monde semble s'accorder sur le fait que la fermeture de la mine réduira les revenus substantiels de l'économie de la nation isthmique, mais beaucoup soulignent que d'autres secteurs, tels que le tourisme, peuvent être stimulés.

Alors que les barrages routiers utilisés par les manifestants pour condamner le rapprochement avec l'entité canadienne sont levés, les dirigeants syndicaux, les groupes indigènes qui ont fait grève et les défenseurs de l'environnement considèrent le verdict du tribunal comme transcendantal.

Les défenseurs de l'environnement ont dénoncé le pacte parce que, selon eux, les opérations portent gravement atteinte à l'environnement.

Les syndicats et les populations indigènes considèrent également que le contrat porte atteinte à la souveraineté nationale.

La protestation a éclaté après que le Congrès a rapidement approuvé le nouvel accord avec l'entreprise, signé après que la Cour suprême a déclaré en 2017 que l'accord original de 1997 était inconstitutionnel.

À l'avenir, les dirigeants de l'entité étrangère ne resteront pas inactifs, car ils s'attendent à ce qu'un arbitrage international soit intenté par le concessionnaire, Minera Panama, une filiale de la société canadienne First Quantum Minerals.

Mais on s'attend également à ce que les forces populaires panaméennes restent vigilantes, comme l'ont fait les milliers d'enseignants qui se sont mis en grève le 23 octobre.

De nombreux Panaméens sont convaincus que le cours des événements garantit la préservation d'une vaste zone forestière et le contrôle de l'eau par le pays, car l'entreprise canadienne la gèrera pour son exploitation.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/340953-les-panameens-en-fete-apres-le-rejet-dun-contrat-minier>



Radio Habana Cuba